CONFERENCE
pour la
COMMUNAUTE POLITIQUE EUROPEENNE

Secrétariat
--

Rome, le 26 septembre 1953
CIR/CE/PV. 4.

FOTO-Bt.Z.
No. 82476

COMMISSION ECONOMIQUE

Procès-Verbal
de la
quatrième séance
tenue samedi 26 septembre 1953 à 10 h.

Président : M. PRATO

I. Approbation du Procès-Verbal de la troisième séance.

La Commission a prouve le procès-verbal de la troisième séance modifié comme suit :

- page 2, point III, premier paragraphe :après les mots : "..... et des personnes" ajouter : "...dans la Communauté".
- page 3, point III, 2), premier paragraphe : remplacer la phrase commençant par : "...il pourrait être nécessaire...." par : "...il pourrait être nécessaire de soutenir contre une concurrence trop vive certaines activités ou productions dont l'existence ou le développement serait une nécessité reconnue".
- page 3, point III, 2), troisième paragraphe: la déclaration de la délégation luxembourgeoise fait l'objet d'un nouveau paragraphe, qui se lit :

"La délégation luxembourgeoise partage l'avis de la délégation française en ce qui concerne le problème de la libre circulation des personnes et rappelle qu'elle ne pourrait consentir à ce principe que sous les plus expresses réserves, en raison de la faible étendue de son territoire et de sa situation économique et sociale".

© Collectie Griffiths (Universiteit Leiden) inv.nr. None
http://resources.huygens.knaw.nl/europeseintegratie/doc/G01333

- Page 3, point III, in fine, ajouter :
"La délégation italienne souligne que la définition du marché commun dont il est question au début du point III ci-dessus, vise l'objectif final du marché commun et non les phases nécessaires pour l'atteindre".

II. Poursuite de la discussion sur la définition du marché commun.

Les délégations prennent position sur la phrase dont la délégation allemande demande l'addition (CIR/CE/PV.3, page 3, en bas).

1. En ce qui concerne la rédaction :

   a. La délégation allemande accepte la suggestion selon laquelle le mot "présuppose" doit être remplacé par "implique".

   b. La délégation belge suggère que le texte soit modifié comme suit : "...implique une politique économique et financière orientée de manière à assurer la stabilité financière interne des Etats membres". Toutefois, la délégation allemande fait observer que cette formulation serait trop restrictive, car il faut, à son sens, que les Etats harmonisent vraiment leur politique économique

2. En ce qui concerne le fond :

   a. La délégation néerlandaise se déclare prête à accepter l'insertion dans le Traité d'un article prévoyant la coordination de la politique économique, financière et monétaire, mais elle considère qu'un tel texte ne peut rentrer dans la définition du marché commun. A l'appui de son point de vue, elle dépose une "Déclaration sur la relation entre le marché commun et la coordination de la politique monétaire". (CIR/CE/Doc. 4).

   b. Pour la délégation française également, la proposition de la délégation allemande ne peut faire partie de la définition du marché commun.

Après ces déclarations, la Commission décide d'interrompre la discussion sur ce point.

III. Mesures à prendre pour l'établissement du marché commun.

La Commission aborde l'examen de ces mesures sur la base de la liste contenue au point IV du questionnaire présenté par le Président (CIR/CE/Doc. 3), à laquelle il est convenu d'ajouter les mots : "relations commerciales avec les pays tiers".

- A titre d'observation préliminaire, la délégation néerlandaise rappelle les propositions qu'elle a faites en vue de la création d'une union douanière, comme première étape vers le marché commun, et suggère que la Commission s'inspire de la formule contenue dans l'article 24 de l'Accord du GATT qui mentionne "un accord provisoire conclu en vue de la formation d'une union douanière".
- La délégation allemande dépose un document de travail concernant les mesures à prendre en vue de l'établissement du marché commun (CIR/CE/Doc. 5).

Après ces interventions la Commission décide d'ajourner la discussion sur ce point.

o

o o

La prochaine séance est fixée au lundi 28 septembre 1953 à 16 h. 30

CONFERENCE
pour la
COMMUNAUTE POLITIQUE EUROPEENNE

Secrétariat
--

Rome, le 26 septembre 1953
CIR/CE/Doc. 4.

FOTO-Bt.Z.
No 02476
7796 - '52 - 43

COMMISSION ECONOMIQUE

Déclaration
de la délégation néerlandaise sur la relation
entre le marché commun et la coordination de
la politique monétaire

La délégation néerlandaise exprime volontiers son point de vue sur la définition allemande de la relation entre le marché commun et la coordination de la politique monétaire.

Le marché commun est, par définition, la libre circulation des marchandises et des services et - dans son sens le plus complet - des capitaux et des personnes. C'est alors l'abolition des frontières économiques. Mais rien n'est dit en ce qui concerne les politiques internes.

Il est parfaitement possible - du point de vue théorique - qu'un marché commun soit établi et maintenu entre deux Etats qui poursuivent des politiques financières très différentes. En voici des exemples :

1. Le pays A poursuit une politique de stabilisation, le pays B poursuit une politique d'expansion monétaire exagérée. Le pays B aura un déficit de sa balance de paiements avec le pays A. Mais B a des réserves d'or et de devises acceptables très larges, et finance son déficit pendant une période assez longue au moyen de ces réserves. Ou B reçoit une aide externe, donnée par un pays C, et cela suffit pour couvrir le déficit bilatéral.

2. Les mêmes politiques internes sont poursuivies. B n'a pas de réserves suffisantes, mais laisse sa monnaie se déprécier afin de freiner ses importations et stimuler ses exportations. En tous cas, le marché commun est maintenu, en dépit de l'absence de stabilisation en B, parce que B ne prend pas des mesures restrictives quantitatives, ni tarifaires.

Il y a d'autres différences de politique interne qui ne pertubent pas le marché commun.

3. Par exemple, un pays A est socialiste et poursuit de manière très poussée la redistribution du revenu national. Les taxes sont élevées ainsi que les dépenses sociales. En B, son partenaire, les taxes sont peu élevées. Si ces taxes ont un caractère général et ne frappent pas des produits spéciaux, cela aura une influence sur la circulation des personnes, mais pas sur la circulation des marchandises.

4. Supposons que deux pays A et B, partenaires dans un marché commun, sont en période d'inflation. Le pays A choisit de lutter contre cette inflation par une politique monétaire très stricte, comprenant un relèvement du taux de l'intérêt provoquant une diminution de volume du crédit. Le pays B choisit une politique budgétaire; il élève les taux des taxes, ce qui a pour résultat un surplus budgétaire. Dans ces conditions les deux pays stabiliseront leur économie, mais par des politiques très différentes. Tous deux maintiennent le marché commun des marchandises intact. (S'il y avait un marché commun des capitaux, il pourrait en résulter des difficultés).

A présent, il y a lieu d'examiner la déclaration allemande. Elle dit qu'une politique coordonnée est "eine Voraussetzung", une présupposition du marché commun. Je crois avoir montré que cette déclaration est trop absolue et va trop loin. Mais est-ce-que cette coordination est utile? Tous devront être d'accord qu'elle est vraiment très utile.

L'expérience de l'Organisation pour la coopération économique européenne nous a montré qu'il y a danger qu'un Etat membre poursuive une politique inflationiste, perde des devises en grande quantité, et ne choisisse pas une politique consistant à sauvegarder la libéralisation existante, mais impose de nouvelles restrictions quantitatives.

La faiblesse de l'O.E.C.E. réside en ce que les Etats membres ont le droit de décider en dernier instance eux-mêmes s'ils vont imposer des restrictions quantitatives. Alors pour assurer un marché commun, il sera nécessaire d'avoir des obligations définitives des Etats membres quant à l'abolition des tarifs et des restrictions quantitatives, alors que les clauses de sauvegarde devront être administrées par la Communauté.

En ce cas, quand un Etat membre éprouve des difficultés résultant d' une inflation interne, cet Etat aura à choisir lui-même entre déflation, dépréciation ou d'autres mesures qui ne perturberont pas le marché commun.

Il est clair que cela sera facilité par une politique de stabilisation et par la coordination des politiques des Six. La délégation néerlandaise a exprimé sa conviction sur ce point dans l'article D de son projet de dispositions économiques. Elle attache grande importance à cette coordination. Mais elle ne peut pas partager l'opinion que c'est une présupposition du marché commun.

CONFERENCE
pour la
COMMUNAUTE POLITIQUE EUROPEENNE
Secrétariat

Rome, le 26 septembre 1953.
CIR/CE/ Doc. 5

FOTO-Bt.Z.
No. 82476

COMMISSION ECONOMIQUE

Aide Mémoire
de la Délégation Allemande
sur les mesures à prendre pour réaliser le marché commun.

Afin de réaliser le marché commun, notamment les mesures suivantes doivent être prises :

La politique des Etats membres en matière monétaire ainsi qu'en matière de crédits et de finances doit être harmonisée selon les principes suivants :

- toute politique inflationniste dans les Etats membres doit être évitée, en particulier par des mesures budgétaires;
- par conséquent, il faut rechercher un équilibre des paiements sans restrictions du commerce et sans discriminations;
- il est nécessaire d'assurer un système de crédits et de paiements qui garantit l'entière convertibilité des monnaies entre les six pays, au moins dans la circulation des marchandises et des services.

Dans le domaine de la circulation des marchandises :

- les restrictions quantitatives doivent être réduites progressivement, pour être finalement supprimées;
- les droits de douane entre les Etats membres doivent être réduits progressivement, pour être finalement abolis;
- les mesures nécessaires à l'établissement progressif d'un système commun de douanes et d'échanges envers des Etats tiers doivent être prises, mesures qui doivent être appropriées à favoriser le développement des échanges internationaux.

---

325 f/53 mm

Kort verslag Economische Werkgroep 26 September

./. 1. De Voorzitter legde bijgaand procès-verbal van de vergadering van 25 September over waarover de volgende discussie ontstond.

a) De Franse delegatie wil bovenaan blz. 3 het woord "protéger" vervangen door "soutenir" en wil voorts de laatste drie woorden van die alinea vervangen door de volgende woorden : "une certaines activités ou productions dont l'existence ou le développement serait une nécessité reconnue".

b) De Luxemburgse delegatie wil de Luxemburgse opmerking op blz. 3 liever als een aparte alinea vermeld zien onder de volgende bewoordingen : "La délégation luxembourgeoise ne pourrait consentir à l'admission de ce principe que sous les plus expresses réserves en raison de la faible étendue de son territoire et de ses structures économiques et sociales".

c) De Italiaanse delegatie wil aan het slot van het punt 2) op blz. 3 het volgende inlassen : "La délégation italienne souligne que la définition du marché commun dont fut question dans le point 3 vise l'objectif final du marché commun et non les fases nécessaires de l'atteindre " (slecht Frans).

2. Nadat was accoord gegaan met het voorstel van de voorzitter om hedenochtend zoveel mogelijk punten af te doen heeft men toch breedvoerig gediscussieerd over het Duitse voorstel inzake de monetaire politiek.

a) Van Belgische zijde werden 2 punten gemaakt :

I. Bedoelt de Duitse delegatie met het woord "présuppose" dat een en ander condition préalable moet zijn voor de realisatie van de gemeenschappelijke markt? Hierop ontstond een debat tussen ons, de Belgen, de Italianen en de Duitsers waaruit resulteerde dat de Duitser het woord "présuppose" verving door "implique".

II. Zouden de woorden "selon des principes analogues etc" op de politieke mensen niet de indruk maken dat de gemeenschap de politiek vaststelt? Hierop antwoordde de Duitser dat men zich toch in ieder geval tot de gemeenschappelijke politiek moet "bekennen", waarvoor hij in het Frans suggereerde "suivant une ligne de politique analogue". De finale tekst van het Duitse voorstel zal ons Maandag bereiken.

b) Van Nederlandse zijde werd opgemerkt, dat men de door de Duitsers aangesneden vraagstukken zeer interessant vindt en het als volgt zou willen stellen :

I. Er is een relatie tussen de gemeenschappelijke markt en de monetaire en financiële politiek.

II. Bij de formulering van deze relatie zijn dus tot heden de volgende mogelijkheden geopperd :

a. het is een onderdeel van de definitie van een gemeenschappelijke markt,
b. het is een présupposition (Voraussetzung) voor de realisatie van een gemeenschappelijke markt,
c. er zijn "certains rapports" over de nuance waarvan nader overleg kan worden gepleegd.

Ter verduidelijking van het Nederlandse standpunt werd vervolgens de verklaring voorgelezen welke als bijlage bij dit verslag is gevoegd. Na voorlezing van deze verklaring vatte de Nederlandse woordvoerder het Nederlandse standpunt nog eens als volgt samen :

./.

1. een artikel over het verband tussen gemeenschappelijke markt en financiële en monetaire politiek is voor Nederland aanvaardbaar mits het wordt geredigeerd in de zin van de voorstellen welke Nederland heeft gedaan in zijn artikelenreeks B-D-H-I.

2. de opneming van de noodzaak van gezamenlijke monetaire politiek in de definitie van een gemeenschappelijke markt is voor Nederland theoretisch en practisch onaanvaardbaar.

c) Vervolgens heeft de Franse woordvoerder een uitvoerig betoog gehouden wat door zijn eerlijkheid grote indruk op de vergadering maakte en wat op het volgende neer kwam. Over de vraag of het hier een definitie dan wel een conditie van de gemeenschappelijke markt geldt aarzelt de Franse delegatie nog. In de bestaande internationale organisaties heeft men de gemeenschappelijke markt uitdrukkelijk beleden en gepoogd haar te bereiken door de weg van de liberalisatie van de handelspolitiek, waarbij men echter reeds spoedig stuitte op de achter dat vraagstuk liggende moeilijkheden welke in bepaalde omstandigheden een land ertoe kunnen noodzaken of zijn invoer te gaan beperken of in de permanente positie van debiteur te blijven, wat nog ernstiger is dan de permanente positie van crediteur, welke echter ook op zichzelf principieel onjuist is. Het is zeer opvallend, dat men na de oorlog aanvankelijk het verband tussen de vraagstukken van handelspolitieke en interne nationale politiek ontkende, doch dat men door de loop der feiten hoe langer hoe meer tot de conclusie heeft moeten komen, dat alle vraagstukken toch samenhangen. In een land dat om interne redenen hoge prijzen heeft, kopen de inwoners gaarne goedkope producten uit het buitenland, terwijl omgekeerd het buitenland in zo'n duur land een gemakkelijk afzetgebied voor zijn producten vindt. Wanneer men aan zo'n land nu de eis oplegt, dat het geen beperkingen op zijn invoer mag toepassen dan komt dat land op financieel gebied en ook op monetair gebied in grote moeilijkheden. Dit is de reden waarom de Franse delegatie bij de vraag of de monetaire vraagstukken een onderdeel zijn van het principe en van

de definitie van een gemeenschappelijke markt waarschijnlijk dichter bij de Duitse dan bij de Nederlandse opvatting staat.

Doch wat moeten wij nu hier in Rome doen ? De Zes Ministers hebben in Baden-Baden uitgesproken dat de staten souverein zullen blijven en de vraag is dus nu of zelfs de coordinatie van hun algemene interne politiek daarmede wel verenigbaar is. Leest men het rapport van de Duitse wissenschaftliche Beirat dan betreedt men een uiterst interessant terrein dat echter een speciale wijze van denken medebrengt, welke thans nog niet algemeen aanvaard wordt. Leest men echter de Nederlandse voorstellen welke op dit gebied zich bepalen tot vage harmonisatie en tot een jaarlijks rapport dan denkt men aan hetgeen thans in de OEEC bestaat en daar nog weinig resultaat heeft gehad. Bezien wij het terrein waarover wij nu spreken dan zullen wij dus hier in Rome tot reële formuleringen moeten komen, welke niet anders kunnen beduiden dan reële adviezen aan de regeringen waarmede men echter de nationale souvereiniteit zijdelings aantast. Het is toch immers ondenkbaar, dat men langs die weg thans bv. de Franse moeilijkheden ook in verband met Indo-China gezamenlijk zou bespreken. Zijn betoog samenvattende stelt de Franse gedelegeerde de volgende punten :

1. er is onzekerheid over de methode,
2. het is niet een vraagstuk van definitie maar van conditie
3. in de schematiek van de Nederlandse interventie ligt de Franse opinie ergens tussen b) en c),
4. laat men een gemeenschappelijke markt alleen berusten op vraagstukken van kwantitatieve restricties en invoerrechten dan raakt men de prinipiële monetaire en financiële ondergrond niet,
5. deze ondergrond leent zich voorlopig alleen tot consultatie tussen souvereine landen.

d) Vervolgens besloot men dit moeilijke vraagstuk voor heden te laten rusten en er aan de hand van concrete formuleringen in de zitting van Maandagmiddag 28 September definitief op in te gaan.

3. Vervolgens ontspon zich een debat over de verdere procedure voor heden en met name over de logiek van de punten 4 en 5 van het concept-questionnaire van de voorzitter van gisteren.

In de eerste plaats werd een Nederlands voorstel aanvaard om onder punt 4 de woorden "Unions douanières" te lezen als "Union douanière", en voorts aan de opsomming van dit punt 4 toe te voegen de "relations avec les pays tiers". De voorzitter wilde gaarne punt 5 laten voorafgaan aan punt 4 en vroeg om opmerkingen. Hierop is van Nederlandse zijde opgemerkt, dat men ten aanzien van het punt 5a (aanloopperiodes) in principe het bezwaar heeft, dat de algemene benadering van

de gezamenlijke taken niet moet liggen in de tijd, doch in de methode, wat dus wil zeggen day men een realistische methode moet vinden om de zaak reeds aanstonds te doen lopen en niet zijn toevlucht moet nemen tot de zwakke oplossing van uitstel. Van Belgische zijde werd voorts gesuggereerd, dat men als aanloop misschien de afspraak zou kunnen maken, dat alle zes landen zich rigoreus houden aan hetgeen in andere organen en met name in de OEEC reeds zo duidelijk is vastgelegd, doch nog niet is gerealiseerd. Op de Franse vraag of men dit dan wilde doen in de OEEC voor het grote Europa dan wel in de E.G. voor het kleine Europa en of dit laatste dan niet medebracht een regeling inzake de meestbegunstigingsclausule van het GATT, antwoordde de Belg, dat hij inderdaad dacht aan een aparte regeling voor de zes landen waarvoor dus een "waiver" overeenkomstig het GATT moet worden gevraagd. Daarop antwoordde de Fransman, dat Frankrijk geen behoefte heeft aan een periode van niets-doen, zoals bv. art. 84 sub 1 van het ontwerpstatuut voorstelt, maar dat men toch wel behoefte heeft aan een zekere voorbereiding en daarover de volgende problemen opwerpt :

a.- de reeds door Frankrijk genoemde vraagstukken van de investeringen e.d.,
b.- bespreking van de drukkende lasten van de "charges de défense" (uiteraard zonder in politieke details te treden),
c.- het zeer moeilijke punt dat bij liberalisatie de belangengroeperingen in de duurdere landen steeds het argument gebruiken, dat er eerst sociale vergelijkbaarheid moet zijn voordat men kan liberaliseren, waarover hij zijn betoog samenvatte in de woorden "il faut que des ajustements se fassent".

In deze stand van zaken greep de Duitser in door mede te delen, dat men naar zijn mening de logiek der stukken uit het oog ging verliezen weshalve hij namens de Duitse delegatie het voorstel deed de vraagstukken van punt 4 van de ontwerpquestionnaire toch te laten voorafgaan aan die van punt 5 en deze vraagstukken van punt 4 te behandelen volgens het volgende schema.

COMMISSION ECONOMIQUE

Afin de réaliser le marché commun, notamment les mesures suivantes doivent être prises :

I. La politique des Etats membres en matière monétaire ainsi qu'en matière de crédits et de finances doit être harmonisée selon les principes suivants :

- toute politique inflationniste dans les Etats membres doit être évitée, en particulier par des mesures budgetaires;
- par conséquent, il faut rechercher un équilibre des paiements sans restrictions du commerce et sans discriminations;

- il est nécessaire d'assurer un système de crédits et de paiements qui garantit l'entière convertibilité des monnaies, au moins dans la circulation des marchandises et des services.

II. Dans le domaine de la circulation des marchandises :

- les restrictions quantitatives doivent être réduites progressivement, pour être finalement supprimées;
- les droits de douane entre les Etats membres doivent être réduits progressivement, pour être finalement abolis;
- les mesures nécessaires à l'établissement progressif du système commun de douanes et d'échanges envers des Etats tiers doivent être prises, mesures qui doivent être appropriées à favoriser le développement des échanges internationaux.

Van Nederlandse zijde werd nog even in het kort betoogd, dat men de vraagstukken van punt 4 in de Nederlandse conceptie reeds logisch met elkaar in verband had gebracht door aan te haken aan het begrip douane-unie van het art. XXIV van het GATT, waardoor alle misverstanden zowel naar binnen als ook tegenover derde landen kunnen worden voorkomen. Overigens heeft Nederland geen bezwaar in de vergadering van Maandag 28 dezer over het Duitse agendavoorstel te beraadslagen. Hierna werd de vergadering geschorst.

Als persoonlijke kanttekening van de Nederlandse leden van de economische werkgroep mag er nog op worden gewezen dat het Franse betoog over de gemeenschappelijke markt aanleiding is geweest tot enkele persoonlijke gesprekken van de heer Linthorst Homan met de voorzitters van enkele delegaties in deze werkgroep, waarover het volgende kan worden opgemerkt :

a. de Duitse woordvoerder meent dat het Franse betoog zeer knap was, doch dat het volledige erkenning inhoudt van de ziekte van Frankrijk en tevens de vrees om de vijf andere doktoren bij het Franse ziekbed toe te laten; de Belgische voorstellen schieten naar Duitse opvatting in dit opzicht evenzeer te kort als de Franse.

b. de Belgische woordvoerder meent, dat zijn voorstellen liggen tussen de Duitse en Franse en dat de Duitsers in hun redactie nog te zwaar zijn.

c. de Italiaanse woordvoerder meent dat er in de vergadering van hedenochtend wel iets is gegroeid omdat blijkbaar elke delegatie enige harmonisatie van algemene politiek wenst, waarbij sommigen dit zeer zwaar als conditie stellen en anderen zich bepalen tot coördinatie of zelfs slechts consultatie tussen de politiek der regeringen.

De heer Linthorst Homan heeft in een persoonlijke gesprek met de heer von Maltzan nog eens duidelijk gesteld dat Nederland beslist bezwaar zal blijven maken tegen de opneming van de financiële en monetaire politiek in het begrip van de gemeenschappelijke markt.